



Tous droits réservés

## PROCÉDURE CIVILE

### Séance 7 - Les mesures d'instruction

I.	La décision du recours au mesures d'instruction .....	2
A)	La décision .....	2
1)	Lors du procès .....	2
2)	L'application et nullité .....	3
II.	Les différentes mesures d'instruction .....	3
A)	Les mesures réalisées par le juge .....	4
B)	La comparution personnelle des parties .....	4
C)	Le témoignage .....	5
1)	Les attestations.....	5
2)	L'enquête.....	5
D)	Les mesures réalisées par un technicien .....	6
1)	Le choix du technicien.....	6
2)	Les mesures .....	7
a)	Les constatations (art. 249 CPC) .....	7
b)	La consultation.....	7
c)	L'expertise (art. 265 CPC) .....	7
E)	Le serment judiciaire .....	8



**Définition :** Les mesures d’instruction correspondent à tout procédé utilisé par le juge pour compléter les preuves apportées par les parties

Selon l’**article 143 du Code de procédure civile**, les mesures d’instruction sont destinées à permettre la preuve de faits dont dépend la solution du litige.

## I. La décision du recours aux mesures d’instruction

### A) La décision

#### 1) Lors du procès

Cette décision revient au juge d’office ou à la demande de l’une des parties.

Les mesures d’instruction ont un caractère subsidiaire.

Il appartient à chacun d’établir les faits au soutien de leurs prétentions.

En aucun cas une mesure d’instruction ne peut être ordonnée en vue de suppléer la carence de la partie dans l’administration de la preuve (**art. 146 CPC**).

Toute décision suppose que le juge apprécie l’opportunité.

À défaut d’éléments convaincants ou suffisamment clairs qu’il décidera de prendre une mesure d’instruction. Le Code impose que la mesure prise soit celle juste suffisante pour permettre de trancher le litige et donc la plus simple et la moins coûteuse (**art. 147**).

Le Code n’enferme pas le juge dans le recours à une seule mesure d’instruction. Les **articles 148 et 149** permettent de prendre simultanément différentes mesures. Le juge décide du moment de la mesure et la demande d’une partie peut intervenir à tout moment.

L’**article 145 du Code de procédure civile** indique « s’il existe un motif légitime de conserver ou d’établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la

solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé ».

Attention malgré la référence au référé c'est-à-dire à l'urgence, l'**article 145** n'est pas restreint aux situations d'usage.

Les décisions qui prononcent des mesures d'instruction conduisent à la rédaction d'une ordonnance dans le cas d'une requête ou d'un jugement lorsque la demande est formée en référé alors que la décision prise en cours d'instance ne fait l'objet que d'une mention au dossier.

## *2) L'application et nullité*

L'**article 155 du Code de procédure civile** dispose que le juge qui prononce une mesure doit en garder le contrôle.

Si le juge exécute lui-même l'instruction en se déplaçant sur les lieux sources du litige. Le juge qui a décidé de la mesure doit charger un autre magistrat de sa réalisation dans le cas où un autre juge est appelé à exécuter la mesure. Pour ce faire, il adressera une commission rogatoire (**art. 730 à 732 CPC**). C'est cependant le juge qui a ordonné la mesure qui aura la charge de décider des moyens de sa réalisation.

Les mesures qui se déroulent devant la juridiction sont publiques ou en chambre du conseil dans les mêmes règles que le débat au fond.

Pour les nullités des mesures d'instruction, ce sont les règles de nullité des actes de procédure qui s'appliquent avec des spécificités pour permettre la régularisation de la mesure.

Il n'y a pas de nullité, si la mention omise à l'acte a été respectée en pratique. Le juge peut régulariser l'acte ou faire recommencer la mesure pour la mettre en conformité.

## II. Les différentes mesures d'instruction

## A) Les mesures réalisées par le juge



**À retenir :** Il s'agit pour le juge d'opérer personnellement des vérifications

L'**article 179** indique que le juge peut procéder « aux constatations, évaluations, appréciations ou reconstitutions qu'il estime nécessaires, en se transportant si besoin est sur les lieux ». Il a la possibilité de se faire assister par un expert (**art. 181 CPC**). S'il le souhaite, il peut entendre une partie ou n'importe quelle personne dont l'audition semble utile.



**À retenir :** Toute investigation doit respecter le principe du contradictoire.

Le juge peut faire des vérifications personnelles.

Les parties sont conviées à suivre le juge dans ses investigations.

À l'issue, le juge dresse un procès-verbal que ce soit pour un jugement immédiat ou en dernier ressort. Une simple mention dans le jugement suffit (**art. 182**).

## B) La comparution personnelle des parties

En droit commun, les parties doivent être représentées. Il est possible qu'elles soient entendues directement par le juge.

La comparution-personne est prévue par les **articles 184 à 198 du Code de procédure civile**.

Les juges peuvent solliciter la comparution de toutes les parties ou d'une seule.

Le juge peut faire comparaître la personne incapable ou un membre de la personne morale utile à l'affaire.

Le juge peut solliciter la présence de la personne qui sera entendue en audience publique ou en chambre du conseil selon les circonstances. Il a la possibilité de se déplacer si la personne ne peut pas se présenter au palais de justice.

Lors de l'audition, la personne peut être confrontée à des témoins ou des techniciens. Même si une seule partie est interrogée, les autres sont présentes.



**À retenir :** La comparution vaut commencement de preuve par écrit.

À l'issue de l'audition, le procès-verbal est dressé, la partie doit le signer et le certifier conforme à ses propos.

## C) Le témoignage

Les témoignages peuvent être reçus à l'écrit ou à l'oral. Il s'agit d'abord d'attestations puis des enquêtes.

### 1) Les attestations

L'**article 202 du Code de procédure civile** fixe les règles d'établissement.

Les attestations doivent indiquer l'identité de l'auteur et une copie d'une pièce d'identité doit être jointe à l'attestation. En plus des liens de parenté, d'alliance, de subordinations ou d'intérêts communs avec les parties.

L'auteur relate les faits dont il a été témoin, date et signe l'attestation.

Cette mesure est généralement laissée à l'initiative des parties.

### 2) L'enquête

Elles sont ordonnées par le juge d'office ou à la demande de l'une des parties.



**À retenir :** La contre-enquête est de droit (**art. 204 CPC**). Dans le cas de l'établissement de nouveaux faits, une décision du juge s'impose.

Toute personne peut être entendue (**art. 205 CPC**).

L'attestation de la personne requise doit témoigner sauf si elle obtient une dispense relative à un intérêt légitime comme un secret professionnel.

L'audition se déroule en présence des parties et des avocats.

Les témoins sont entendus séparément. Ils doivent décliner leur identité. Il doit préciser son lien avec les parties. Il prête ensuite le serment de dire la vérité.

Lors de l'audition, le témoin dispose de la possibilité de lire un projet de réponse, il ne doit pas être interrompu, ni interpellé ou influencé par les parties. Le témoin reste à la disposition du juge jusqu'à la clôture des débats ou de l'enquête. Le procès-verbal est dressé. Chaque témoin signe ses déclarations. À défaut, il est fait mention du refus de signer.

## **D) Les mesures réalisées par un technicien**

3 mesures : constatations, consultation et expertise.

### *1) Le choix du technicien*

L'**article 232 du code de procédure civile** dispose que « le juge peut commettre toute personne de son choix pour éclairer par des constatations, par une consultation ou par une expertise sur une question de fait qui requiert les lumières d'un technicien ».

Le juge peut changer de technicien ou réduire ou accroître la mission initiale (**art. 236 CPC**). Le juge peut suivre les opérations, demander des explications et fixer les délais.

Le juge peut suivre les opérations, demander des explications et fixer des délais. Le juge n'est pas lié par les conclusions du technicien, même si en pratique le juge pourra difficilement s'en départir.

Le technicien peut refuser la mission ou être récusé par l'une des parties. C'est une personne physique ou morale.

Il peut recueillir des informations écrites ou orales de toute personne à condition qu'elles soient identifiées et que leurs liens éventuels avec les parties soient précisés.

## 2) Les mesures

### a) Les constatations (**art. 249 CPC**)

le juge « peut changer la personne qu'il commet de procéder à des constatations ». Le constatant consigne ses observations par écrit. Sauf, si le juge décide d'une présentation orale durant l'audience

### b) La consultation

Il s'agit d'ajouter aux constatations un avis du consultant. À la différence des constatations. La consultation est en principe communiquée, oralement. Sauf, si le juge demande un écrit (**art. 257 al2 CPC**).

### c) L'expertise (**art. 265 CPC**)

Le juge doit :

- Exposer les circonstances qui justifient la mesure,
- Nommer un expert énoncer sa mission et fixer le délai. Le greffier notifie à l'expert, qui doit l'accepter ou la refuser.

Dans le cas où il accepte, il peut immédiatement prendre connaissance du dossier. Cette décision peut faire l'objet d'un appel (**art. 272 CPC**).

L'expertise se déroule en présence des parties, mais le peut comme le ministère public peut y assister. L'expert peut demander communication de tout document, en cas de refus il doit solliciter le juge ? Le juge peut consigner dans un PV ses constatations, et les explications de l'expert ainsi que les interventions des parties.

Dans chaque TJ, il y a un juge chargé de contrôler l'exécution des mesures d'instruction.

L'expert établit un rapport qui doit tenir compte des observations des parties. Le juge peut demander des précisions à l'oral à l'expert.

## E) Le serment judiciaire

Le serment judiciaire est fait par la partie durant l'audience (**art.321 CPC**). Le serment décisoire est déféré par l'une des parties à l'autre. Le serment supplétoire est déféré d'office par le juge lorsqu'il y a commencement de preuve.